

## IL A RÉUNI LES PLUS HAUTS RESPONSABLES DU PAYS AUTOUR DE CETTE QUESTION

## Sécurité préoccupante

**Abdelaziz Bouteflika a consacré sa seule activité durant ce mois de Ramadhan à présider une réunion restreinte au sommet, regroupant les principaux responsables civils et militaires du pays, pour examiner la situation sécuritaire dans le Sud, «en relation avec les foyers de tension qui persistent dans certains Etats voisins». Cette dernière précision n'est pas fortuite.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Cette réunion, tenue mardi dans l'après-midi, aura été la plus importante de par le nombre des participants, de toutes les précédentes du genre consacrées à la sécurité.

Y ont assisté, en effet, le Premier ministre Abdelmalek Sellal, le ministre d'Etat, directeur de cabinet de la présidence de la République, Ahmed ouyahia, le ministre d'Etat, conseiller spécial du président de la République, Tayeb Belaïz, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bédoui, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue arabe, Abdelkader Messahel, le

ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, le conseiller chargé de la coordination des services de sécurité, rattachés à la présidence de la République, Athmane Tertag, le commandant de la Gendarmerie nationale, le général-major Menad Nouba, et le directeur général de la Sûreté nationale, Abdelghani Hamel.

A noter, déjà, que pour certains, il s'agit, là, de la première participation à ces réunions restreintes consacrées à la situation sécuritaire et ce, en dépit de leurs fonctions qui les y incluent pourtant de facto. C'est le cas du ministre de l'Intérieur, Noureddine Bédoui, et des deux responsables des corps de la gendarmerie et de la police, les généraux-majors Menad Nouba et Abdelghani Hamel.

En revanche, une «présence» intrigante, du moins elle est inexplicable, à première vue : celle du ministre de l'Habitat, Abdelmadjid Tebboune. «Sa présence est plus politique qu'autre chose. En faisant



Photo : Samir Sid

Le Président Abdelaziz Bouteflika.

participer à cette réunion des responsables civils comme Tayeb Louh ou Tebboune, en plus de ceux directement concernés par l'ordre du jour comme Lamamra, Bédoui, Messahel outre tous les hauts responsables du pays chargés de la chose sécuritaire, le Président voulait transmettre un message clair. A savoir que la sécurité est une question nationale vitale et qui ne concerne pas que l'armée ou les services de sécurité. Il y a également ce souci de donner l'image d'un clan présidentiel qui ne se résume pas à quelques individus se recrutant dans le seul entourage de Bouteflika», nous confie une source très bien informée. «Il y a également

cette image d'un Gaïd Salah qui n'agit pas en solo mais de concert avec tous les segments essentiels de l'Etat algérien et cela, c'est un autre message à lire comme une réponse à la dernière sortie de l'ancien ministre de la Défense, Khaled Nezzar.» Rien n'est donc fait au hasard et le tout est également un autre message destiné à l'étranger, «notamment à notre voisinage immédiat, le Maroc en particulier», nous révèle-t-on encore.

Cette réunion coïncide, pour rappel, avec cette incessante tournée du chef d'état-major de l'ANP à travers les six régions militaires et les grandes démonstrations de force que

fait l'armée à travers de gigantesques manœuvres de différents types. Pas seulement car, en plus, les forces de l'ANP déployées en nombre et en permanence à travers l'immensité du désert et de nos frontières ne cessent de mener, en réel, des opérations spectaculaires pour traquer le terrorisme et la contrebande.

Ces opérations ont, entre autres, permis de déjouer plusieurs tentatives d'attentats mais surtout, de saisir d'impressionnantes quantités d'armements provenant essentiellement de la Libye. Ce dernier pays est, incontestablement, le plus gros de ce que le communiqué de la présidence appelle «les foyers de tensions qui persistent dans certains Etats voisins».

Le Mali également, bien sûr. Deux pays qui frisent le chaos et qui entraînent dans leur vulnérabilité le pauvre Etat du Niger et la fragile Tunisie. A l'arrivée, et si l'on y ajoute une Mauritanie tout aussi vulnérable et un Maroc hostile à l'Ouest, il ne reste pratiquement à l'Algérie, comme frontière tout à fait sécurisée, que sa façade maritime au nord ! Il est, dès lors, vital de faire régulièrement le point, au plus haut niveau de l'Etat, sur la situation sécuritaire globale du pays, à la lumière de tous ces bouleversements incessants depuis 2011.

K. A.

## COUR DE BOUIRA

## Allègement des peines pour les émeutiers d'El Esnam

**La cour de Bouira a rendu son verdict hier dans le procès en appel des émeutiers d'El Esnam, condamnés, pour rappel, en première instance au niveau du tribunal de Bouira à des peines d'emprisonnement allant de 1 à 2 ans de prison ferme pour cinq d'entre eux, ceux qui étaient sous mandat de dépôt, et des prisons avec sursis pour 15 autres, et l'acquittement pour deux émeutiers.**

Hier, au niveau de la cour, l'affaire mise en délibéré depuis une semaine a donné son verdict final. Des allègements de peine ont été prononcés à l'encontre de pratiquement tous les émeutiers, excepté le dénommé B. H, accusé d'agression caractérisée contre un policier, et dont la peine prononcée en première instance à 2 ans de prison ferme et 10 000 dinars d'amende, a été maintenue avec toutefois, un allègement dans l'amende ramenée à 50 000 dinars.

Pour les cinq autres émeutiers condamnés dans un premier temps à une année de prison ferme et 100 000 dinars d'amende, ceux-là ont vu, pour quatre d'entre eux, leurs peines réduites à deux mois de prison ferme au lieu d'une année, et l'annulation des amendes.

Enfin, pour les 15 autres émeutiers qui étaient condamnés à 5 mois de prison avec sursis, et 50 000 dinars d'amende, ceux-là ont bénéficié d'une relaxe.

Ce verdict a soulagé plus d'un, surtout quand on sait que même ceux qui sont condamnés à deux mois de prison ferme, seront relâchés aussitôt car ayant déjà purgé leurs peines de deux mois depuis leur arrestation le 26 avril dernier.

Pour rappel, l'affaire de ce qui était appelé les événements d'El Esnam, à 10 kilomètres au sud-est de Bouira, a débuté par une interpellation d'un jeune citoyen par deux policiers. Une interpellation qui a mal tourné puisque, le jeune citoyen sera agressé par ces deux policiers et se retrouvera avec une fracture au niveau de l'épaule.

Le lendemain de cet événement, les citoyens d'El Esnam ont protesté et ont réclamé justice pour que les deux policiers, auteurs de cette agression, soient punis. Des émeutes ont éclaté et la police antiémeutes a procédé à

l'arrestation d'une vingtaine de jeunes. Déférés devant le procureur près le tribunal de Bouira, ceux-ci seront lors de leur audition par le juge d'instruction, placés sous mandat de dépôt pour six d'entre eux, alors que 15 autres bénéficieront d'une citation directe.

Moins de quinze jours plus tard, ces jeunes

émeutiers connaîtront des sorts divers avec des condamnations à des peines de prison ferme, des sursis et des amendes. Ceux-ci, par le biais de leurs avocats, feront appel et la cour de Bouira a fini par alléger ces peines quand elle ne les a pas annulé pas complètement.

Un verdict qui met fin au calvaire des

familles de ces jeunes qui n'ont fait que dénoncer le geste de deux policiers qui ont agressé un jeune citoyen. Des policiers dont on ne connaîtra jamais la suite qui leur a été donnée par la Sûreté de wilaya qui est restée, tout au long de cette affaire, silencieuse.

Y. Y.

## TENSIONS DANS PLUSIEURS RÉGIONS DU PAYS

## Le temps des émeutes

**Il n'y a pas que la température de l'air qui grimpe en cette fin de mois de juin. Les rues de nombreuses de nos villes, les unes après les autres, sont gagnées par une lourde et chaude atmosphère faite d'émeutes de citoyens désespérés et dont le ras-le-bol est arrivé à son paroxysme. Annaba ce week-end, suivie d'Iferhounène (70 km de Tizi Ouzou) dimanche ; puis de Aïn Arnat (près de Sétif) lundi... Au fil des jours et des nuits, la liste s'allonge et s'allonge avec elle une présence policière renforcée, des arrestations, seule réponse trouvée par les autorités qui pensent pouvoir faire taire ainsi les émeutiers. Est-ce avec les arrestations que ces mêmes autorités envisagent de solutionner une situation de violence qu'elles ont elles-mêmes créée par un discours lénifiant et des promesses mirobolantes ?**

Au centre-ville de Annaba, dans la nuit de samedi à dimanche, des incidents ont éclaté après que les policiers furent venus déloger les marchands ambulants dont les étalages étaient installés là tout le long de la rue Ibn-Khaldoun jusqu'au marché El-Hattab. Il n'en fallait pas plus pour provoquer la révolte des jeunes vendeurs qui s'en sont pris à des édifices publics et privés, au mobilier urbain et autres destructions et bidons d'essence mis en feu. Les éléments de la Sûreté nationale ont alors procédé à plusieurs arrestations et interpellations, le tout dans une atmosphère de guerre qui a entraîné des jeunes d'autres quartiers. Que les

autorités policières aient riposté est sans aucun doute de mise pour faire que l'embrasement ne gagne encore en intensité. Mais la seule question légitime à poser est la suivante : qui a encouragé ces jeunes, pour la plupart chômeurs à l'origine, à installer, là, leurs étals depuis des lustres ? N'est-ce pas l'Etat qui a fermé l'œil à Annaba comme d'ailleurs dans beaucoup d'autres villes du pays ? Quant à la violence avec laquelle les jeunes ont manifesté leur refus de quitter les lieux, elle ne fait qu'exprimer l'absence d'horizons pour ces jeunes qui évoluent dans un environnement fait lui-même de violence qui n'émane pas toujours des laissés-pour-

compte et s'exprime parfois, en toute impunité, dans des joutes officielles, au sein de l'APN, par exemple, censée ne domicilier que sérénité et civilité.

Dimanche dernier, c'est un simple rassemblement pacifique de citoyens à Iferhounène, devant le siège de la daïra pour protester contre une coupure d'eau qui les affectait depuis 18 jours, qui s'est transformé, par la force des autorités et de la police anti-émeutes, en bagarre générale. Les citoyens de cette localité ont protesté conséquemment au conflit qui oppose quatre villages voisins au sujet des eaux de source et demandaient l'application des mesures du P-V de la réunion tenue la semaine précédente sous la présidence du wali. Le nombre de policiers déployés et la violence qui s'est exprimée posent encore question : que cherche-t-on ? Les habitants ne sont-ils pas en droit d'exiger, dans le calme d'ailleurs, ce minimum vital qui alimente par ailleurs leurs semblables ? Avait-on besoin de répliquer aussi durement à des citoyens qui ne font que demander que l'autorité exerce ce pour quoi elle est là : appliquer la loi et protéger les citoyens ?

Aïn Arnat, lors de cette même soirée de dimanche, des scènes d'émeutes sans précédent dans la ville. De violentes échauffourées

entre les citoyens et les forces anti-émeutes ont émaillé la soirée dans la ville. La raison ? Les bénéficiaires de logements sociaux ont vu subitement leurs noms disparaître au profit d'autres personnes alors qu'ils figuraient sur la première liste d'attribution. Aucune autorité ne s'est présentée à eux alors qu'ils exigeaient des explications sur cette falsification de dernière minute des listes de bénéficiaires. En l'absence du wali, dont ils réclamaient la présence, les contestataires s'en sont pris avec violence aux sièges de l'APC et de la daïra et fermé la route nationale n°5.

Au correspondant du *Soir d'Algérie*, les contestataires déclaraient lundi : «On attendait de recevoir nos clés et maintenant on vient nous dire que ces logements ne seront pas pour nous, mais pour des gens étrangers à la ville...» Résultats de ces émeutes ? Une trentaine de personnes interpellées ! A qui la faute ? A ceux qui attendaient depuis des années un logement et qui se sont vu spoliés ? Ou à ceux qui ont fait miroiter depuis plus de vingt ans maintenant le slogan «un logement pour tous» et qui, face à l'absence d'argent aujourd'hui, modifient des listes officiellement affichées au vu et au su de tous, ne craignant plus de continuer à offrir le bel exemple de triche par le haut à nos élèves.

Khedidja Baba-Ahmed